

LES MAUVAISES AFFAIRES DE LA BANQUE MONDIALE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

ABONDANCE DE RESSOURCES DANS UN PAYS PAUVRE

La RDC arrive au bas du classement Doing Business de la Banque Mondiale (183e sur 189 économies classées en 2014), avec ce que le Bureau américain des Affaires Commerciales qualifie d'un « climat des affaires très difficile »¹. Les conflits consécutifs en 1996-1997 et 1998-2003, largement alimentés par des intérêts étrangers pour les richesses du pays, ont déstabilisé l'économie et les institutions étatiques.

LES RÉFORMES DOING BUSINESS EN RDC ¹⁵

- ✓ En 2014, la Banque Mondiale a estimé que la RDC a rendu le paiement des impôts plus difficile pour les entreprises en augmentant le taux de cotisation de sécurité sociale des employeurs.
- ✓ La Banque Mondiale estime que son projet Compétitivité et Développement du Secteur Privé a permis de réduire de 118 à 30 le nombre de taxes pour les entreprises entre 2003 et 2014 ¹⁶.
- ✓ En 2011, la RDC a réduit de moitié la taxe sur le transfert de la propriété, la portant à seulement 3% de la valeur du bien et facilitant ainsi l'achat et l'échange de terres.

Malgré cet environnement difficile, la RDC a enregistré des flux croissants d'investissements directs étrangers (IDE) depuis 2003. Les IDE se dirigent vers des activités d'extraction (mines et énergie) ainsi que les secteurs des services, des infrastructures et, de plus en plus, les secteurs agricole et forestier. Étant donné la faiblesse de l'environnement institutionnel congolais, les investissements sont difficilement contrôlés et peuvent facilement mener à l'extraction et l'accaparement des ressources naturelles. En dépit de l'absence de protections sociales et environnementales, et bien que ses propres experts soulignent qu'un « meilleur climat des investissements » risque d'accroître la déforestation en RDC, la Banque Mondiale continue d'œuvrer pour attirer les investisseurs étrangers dans le pays.

RÉFORMES SOUS LA DIRECTION DE LA BANQUE MONDIALE EN RDC

Avec l'aide du Service de Conseil pour l'Investissement Étranger (Foreign Investment Advisory Service, FIAS) de la Banque Mondiale, la RDC a élaboré un nouveau code des investissements² qui a conduit à la création de l'Agence Nationale de Promotion de l'Investissement (ANAPI) en 2002. L'ANAPI est un guichet unique qui assure l'enregistrement, le conseil et l'attribution d'incitatifs fiscaux et douaniers aux investisseurs. Dans sa Stratégie d'Aide au Pays 2008-2011, la Banque Mondiale a accentué la poussée pour des réformes désengageant l'État des entreprises publiques et favorisant



l'adoption d'un modèle économique basé sur le secteur privé³. Pour mettre en œuvre les prescriptions de l'indicateur Doing Business de la Banque Mondiale et permettre à la RDC d'obtenir un meilleur score au classement⁴, le gouvernement congolais a créé un Comité de Pilotage spécifique pour l'Amélioration du Climat des Affaires et des Investissements (CPCAI) en 2009. De tels efforts pour attirer les investisseurs ont conduit à une forte augmentation des IDE, qui sont passés de 72 millions de dollars en 2000 à un record de 3,3 milliards de dollars en 2012⁵. En dépit de ces réalisations, l'indice de développement humain de la RDC reste l'un des plus bas sur la planète (186e sur 187 pays recensés en 2013) indiquant que, jusqu'à présent, les IDE n'ont pas apporté le développement attendu au Congo.

ACCROISSEMENT DES IDE DANS LE SECTEUR AGRICOLE ET ACCAPAREMENT DES TERRES EN RDC

Ses forêts, ses vastes étendues de terres arables agrémentées de bonnes conditions agricoles, de ressources en eau et d'une main d'œuvre bon marché font de la RDC une destination attractive pour les investisseurs de l'agrobusiness. L'ANAPI met en avant le fait que le pays dispose de plus de 45% de la forêt équatoriale africaine et 6% des réserves tropicales mondiales, contenant des variétés de bois rares. L'agence affirme également que 120 millions d'hectares de terres sont propices à l'agriculture dans le pays, et que « seulement 10% [sont] actuellement utilisés »⁶.

Ainsi, les investissements agricoles et forestiers en RDC sont passés de 29 millions de dollars en 2006 à 323 millions en 2010⁷. Entre 2004 à 2012, des concessions ont été accordées sur plus de 2,7 millions d'hectares, principalement pour des activités forestières et la production d'huile de palme⁸. La plus grande de ces concessions couvre 1,9 million d'hectares et

abrite les activités forestières de la firme Siforco, qui jusqu'en 2012 était une filiale du groupe suisse-allemand Danzer⁹. Siforco a été impliquée dans de graves violations des droits de l'homme à l'encontre des communautés locales. La firme a été accusée d'avoir fourni en mai 2011 une aide financière et logistique aux forces de police ayant commis des actes de violence (passages à tabac et viols) contre des civils dans le village de Bongulu, au nord de la RDC¹⁰. Les communautés locales exigeaient que l'entreprise respecte ses engagements sociaux pris conformément à loi congolaise¹¹.

En 2013, la Banque Mondiale a prêté 110 millions de dollars pour financer la création de « pôles de croissance » dans l'ouest de la RDC, consacrant une zone spécifique au développement de chaînes de valeur agricole. Avec ce projet, l'objectif de la Banque est de promouvoir un « développement proactif des affaires » et d'augmenter ses financements pour la promotion des investissements, des réformes économiques et la construction d'infrastructures pour l'agrobusiness¹², ce qui risque d'accroître l'accaparement de terres à potentiel agricole. Dans le secteur forestier, la Banque Mondiale elle-même reconnaît les risques d'un meilleur climat des affaires. D'après la Banque, la construction d'infrastructures et de routes « pourrait provoquer une augmentation de la déforestation; premièrement en diminuant les coûts de production agricole, mais aussi en facilitant le transport du bois collecté illégalement vers les marchés régionaux et internationaux »¹³. Paradoxalement, la Banque continue de mettre l'accent sur « un environnement propice à l'investissement dans les zones rurales » dans son dernier Projet de Gestion Améliorée des Paysages Forestiers¹⁴. Jusqu'à présent, les IDE en RDC se sont largement concentrés dans les activités extractives, et la poussée pour accroître les investissements dans le secteur forestier et l'agriculture risque de perpétuer un modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources naturelles par des acteurs étrangers.

BIBLIOGRAPHIE

- 1 2011 *Investment Climate Statement, Democratic Republic of the Congo*, Bureau of Economic, Energy and Business Affairs, U.S. Department of State, Mars 2011. <http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2011/157260.htm> (consulté le 15 Mai 2014).
- 2 *Technical Annex for a Proposed Grant of SDR 40 million to the Democratic Republic of Congo for an Emergency Early Recovery Project*, Banque Mondiale, 2001. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2001/08/04/000094946_01072504014736/Rendered/PDF/multiopage.pdf (consulté le 9 Juillet, 2014).
- 3 *Country Assistance Strategy for the Democratic Republic of Congo for the period FY08-FY11, Volume 1*, Banque Mondiale, 2007. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2007/11/30/000020439_20071130135944/Rendered/PDF/414740ZR.pdf (consulté le 13 Mai 2014); Seke Makuala, A. *La transformation des entreprises du Portefeuille de l'Etat en République Démocratique du Congo : Lecture critique des résultats sur terrain*, Faculté de Droit, Université Protestante au Congo, 2010. <http://www.memoireonline.com/02/13/7049/La-transformation-des-entreprises-du-portefeuille-de-l-etat-en-RDC-lecture-critique-des-resultats.html> (consulté le 15 Mai 2014).
- 4 *Democratic Republic of the Congo, Country profile*, KPMG Africa Region 2012/2013, 2014. http://www.kpmg.com/Africa/en/KPMG-in-Africa/Documents/2012-2013%20Country%20Profiles/DRC%20Country%20Profile_2012-2013_01.pdf (consulté le 6 Août 2014).
- 5 UNCTAD. *Unctadstat, "Inward and outward foreign direct investment flows, annual, 1970-2013."* <http://unctadstat.unctad.org/> (consulté le 8 Juillet 2014).
- 6 ANAPI, Agence Nationale de Promotion des Investissements. <http://www.anapi.org/> (consulté le 7 Août 2014).

- 7 2011 *Investment Climate Statement, Democratic Republic of the Congo, op.cit.*
- 8 Land Matrix. Democratic Republic of the Congo. http://landmatrix.org/en/get-the-detail/by-target-country/democratic-republic-of-the-congo/?order_by (consulté le 16 Mai 2014).
- 9 Siforco a été vendue au groupe Blattner Elwyn en 2012, mettant fin à 40 ans de présence du Groupe Danzer en RDC.
- 10 “*Criminal complaint accuses senior manager of Danzer Group of responsibility over human rights abuses against Congolese community*”, Global Witness, 25 Avril 2013.
- 11 *Ibid.*
- 12 Banque Mondiale. *Projets et Opérations, “Dem. Rep. Congo – Western Growth Poles.”* <http://www.banquemonde.org/projects/P124720/dem-rep-congo-western-growth-poles?lang=fr> (consulté le 20 Juillet 2014)
- 13 *Project Appraisal Document on a Proposed Strategic Climate Fund Grant in the Amount \$36.9 Million to the Democratic Republic of Congo for an Improved Forested Landscape Management Project*, Banque Mondiale, 30 Mai 2014. http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/06/06/000470435_20140606115926/Rendered/PDF/PAD5940PADoP12010Box385226BooOUOo9o.pdf (consulté le 6 Août 2014).
- 14 *Ibid.*
- 15 Banque Mondiale. *Doing Business, “Business Reforms in Congo, Dem. Rep.”*. <http://www.doingbusiness.org/reforms/overview/economy/congo-dem-rep> (consulté le 15 Mai 2014).
- 16 Banque Mondiale. *Republique Démocratique du Congo, “Vue d’ensemble.”* <http://www.banquemonde.org/fr/country/drc/overview#3> (consulté le 6 Août 2014).

Cette fiche a été préparée par Alice Martin-Prével.

Photo: Déforestation en RDC. © Greenpeace.



The Oakland Institute

The Oakland Institute
PO Box 18978
Oakland, CA 94619 • USA
www.oaklandinstitute.org • info@oaklandinstitute.org